



Le CNESER n'aura pas lieu sans la ministre

DÉCLARATION UNITAIRE AU CNESER DU 16 OCTOBRE 2017

Les élu.e.s CNESER déplorent que l'ordre du jour de la séance du 16 octobre ne mentionne aucun point sur la « concertation premier cycle », qui aurait dû logiquement faire l'objet d'un débat avec la ministre, à l'issue des 55 réunions de cette concertation. Ils/elles dénoncent l'opération de communication à l'œuvre actuellement par Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui présente ses arbitrages aux journalistes plutôt qu'au CNESER et à l'ensemble des organisations ayant participé à la concertation. C'est la raison pour laquelle les élu.e.s du CNESER ont choisi de ne pas siéger ce jour.

Ils/elles souhaitent vivement que Madame la ministre vienne présider le CNESER reporté au 23 octobre pour présenter les résultats qu'elle tire de la "concertation premier cycle".

Les élu.e.s CNESER pourront ainsi avoir une vision globale des conclusions tirées par la ministre à l'issue des 11 groupes de travail et débattre sur le modèle d'enseignement supérieur qu'elle propose, au regard de l'objectif qui doit être une plus grande réussite des étudiant.e.s et un meilleur fonctionnement de l'enseignement supérieur français, avec les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les organisations signataires: CFE-CGC, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, UNEF, SGEN-CFDT, UNSA, FO, SNPTES, FCFE, CGT, Sud-Education

Déclaration unitaire : le CNESER n'aura pas lieu sans la ministre - 16 octobre 2017

mardi 17 octobre 2017, par [Bariaud](#)



Le CNESER n'aura pas lieu sans la ministre

DÉCLARATION UNITAIRE AU CNESER DU 16 OCTOBRE 2017

Les élu.e.s CNESER déplorent que l'ordre du jour de la séance du 16 octobre ne mentionne aucun point sur la « concertation premier cycle », qui aurait dû logiquement faire l'objet d'un débat avec la ministre, à l'issue des 55 réunions de cette concertation. Ils/elles dénoncent l'opération de communication à l'œuvre actuellement par Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui présente ses arbitrages aux journalistes plutôt qu'au CNESER et à l'ensemble des organisations ayant participé à la concertation. C'est la raison pour laquelle les élu.e.s du CNESER ont choisi de ne pas siéger ce jour.

Ils/elles souhaitent vivement que Madame la ministre vienne présider le CNESER reporté au 23 octobre pour présenter les résultats qu'elle tire de la "concertation premier cycle".

Les élu.e.s CNESER pourront ainsi avoir une vision globale des conclusions tirées par la ministre à l'issue des 11 groupes de travail et débattre sur le modèle d'enseignement supérieur qu'elle propose, au regard de l'objectif qui doit être une plus grande réussite des étudiant.e.s et un meilleur fonctionnement de l'enseignement supérieur français, avec les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les organisations signataires: CFE-CGC, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, UNEF, SGEN-CFDT, UNSA, FO, SNPTES, FCFE, CGT, Sud-Education

Les élu.e.s CNESER déplorent que l'ordre du jour de la séance du 16 octobre ne mentionne aucun point sur la « concertation premier cycle », qui aurait dû logiquement faire l'objet d'un débat avec la ministre, à l'issue des 55 réunions de cette concertation. Ils/elles dénoncent l'opération de communication à l'œuvre actuellement par Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui présente ses arbitrages aux journalistes plutôt qu'au CNESER et à l'ensemble des organisations ayant participé à la concertation. C'est la raison pour laquelle les élu.e.s du CNESER ont choisi de ne pas siéger ce jour.

Ils/elles souhaitent vivement que Madame la ministre vienne présider le CNESER reporté au 23 octobre pour présenter les résultats qu'elle tire de la "concertation premier cycle".

Les élu.e.s CNESER pourront ainsi avoir une vision globale des conclusions tirées par la ministre à l'issue des 11 groupes de travail et débattre sur le modèle d'enseignement supérieur qu'elle propose, au regard de l'objectif qui doit être une plus grande réussite des étudiant.e.s et un meilleur fonctionnement de l'enseignement supérieur français, avec les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les organisations signataires : CFE-CGC, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, UNEF, SGEN-CFDT, UNSA, FO, SNPTEs, FCPE, CGT, Sud-Éducation